Manuel Valls : “L’islam est en France pour y rester” (Màj vidéo)

15/06/2015 à 20h40

“L’islam suscite encore des incompréhensions, des a priori, du rejet chez une partie de nos concitoyens, des amalgames dont vous êtes victimes”. En ouverture de la première réunion de “l’instance de dialogue avec l’islam de France”, lundi 15 juin, le premier ministre Manuel Valls a appelé à un sursaut.



“L’islam est en France pour y rester. C’est la deuxième religion de notre pays. Il faut donc mener le combat des consciences, et faire jaillir au grand jour ce qu’est la réalité de l’islam de France. Et pour gagner ce combat, c’est à chacun de prendre ses responsabilités”

A-t-il martelé devant les quelque cent vingt représentants musulmans réunis place Beauvau avec une cinquantaine de représentants des pouvoirs publics. L’objectif de cette

rencontre : travailler sur des thématiques comme les pratiques rituelles, la construction et la gestion des lieux de culte ou encore la lutte contre les actes antimusulmans.

“Nommer l’ennemi”

Manuel Valls a également appelé son auditoire à « nommer l’ennemi » en évoquant les djihadistes et l’extrémisme radical, “les imams autoproclamés qui, dans nos quartiers, nos prisons, font l’apologie de la violence, du terrorisme, qui participent de cette entreprise criminelle, qui font partir des centaines de jeunes au djihad”. “Il faut le dire, tout cela n’est pas l’islam”, a-t-il déclaré.
En conclusion, le premier ministre a appelé à “faire la démonstration pour le monde entier que la France et l’islam sont pleinement compatibles” et souhaité que “l’islam s’épanouisse dans notre pays”. Enfin, il a pris la défense des musulmans français victimes d’”amalgames”, après les attentats terroristes du mois de janvier en France. “Je ne veux plus qu’on se sente accusé d’être complice d’actes qu’on n’a jamais voulus ni soutenus, bien sûr !”
A la fin de la journée de concertation, c’est le ministre de l’intérieur Bernard Cazeneuve qui prononcera le discours de clôture. “L’instance de dialogue avec l’islam de France” doit se réunir une à deux fois par an.
Le Monde